



ERRATUM

Commission paritaire des employés de l'industrie
de l'habillement et de la confection.
n° 215

**CCT n° 121190/CO/215
du 25/02/2014**

Correction du texte en français :

- l'article 6, point 3, doit être lu comme suit : « *d'effectuer le paiement de l'indemnité complémentaire et des frais de gestion et d'accompagnement aux organisations représentées au sein de la commission paritaire dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise prévu dans la convention collective de travail du 25 février 2014 relative au complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans, dans la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté et dans la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage de certains employés âgés avec des prestations nocturnes en cas de licenciement, ainsi que le paiement des cotisations patronales spéciales visées au chapitre VI, titre XI de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses (I), modifié pour la dernière fois par la loi-programme (I) du 29 mars 2012 qui sont dues sur l'indemnité complémentaire payée par le Fonds social de garantie précité, toutefois sans préjudice des dispositions en cette matière des conventions collectives de travail concernant le complément d'entreprise en cas de chômage, conformément à l'arrêté-royal du 29 mars 2010 ;* ».

Correction du texte en français :

- l'article 13 doit être lu comme suit : « *Vu l'article 15 de la convention collective de travail n° 103 du Conseil National du Travail, il a été convenu qu'au sein de...* ».

- l'article 17, 1^{er} alinéa, doit être lu comme suit : « *L'article 2 de la convention collective de travail du 19 janvier 2012 fixant le montant de la prime syndicale (numéro d'enregistrement 108629/CO/215) est remplacé par les dispositions suivantes :...* ».

Décision du

Paritair Comité voor de bedienden van het kleding-
en confectiebedrijf.
nr. 215

**CAO nr. 121190/CO/215
van 25/02/2014**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- artikel 6, punt 3, moet als volgt gelezen worden : « *het verrichten van de betaling van de aanvullende vergoeding en van de beheers- en begeleidingskosten aan de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage ~~brugpensioen~~ voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar, in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage ten gunste van sommige bejaarde bedienden met nachtprestaties indien zij worden - ontslagen, evenals de bijzondere werkgeversbijdragen bedoeld in Hoofdstuk VI van Titel XI van de Wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen(I), laatst gewijzigd door de programmawet (I) van 29 maart 2012, die zijn verschuldigd op de aanvullende vergoeding betaald door het voornoemde Sociaal Waarborgfonds, evenwel onverminderd de bepalingen op dit stuk van de hier genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid, in overeenstemming met het Koninklijk Besluit van 29 maart 2010;* ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- artikel 13 moet als volgt gelezen worden : « *Vu l'article 15 de la convention collective de travail n° 103 du Conseil National du Travail, il a été convenu qu'au sein de...* ».

- artikel 17, 1ste lid, moet als volgt gelezen worden : « *L'article 2 de la convention collective de travail du 19 janvier 2012 fixant le montant de la prime syndicale (numéro d'enregistrement 108629/CO/215) est remplacé par les dispositions suivantes :...* ».

Beslissing van

20 -11- 2014

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 25 FEVRIER 2014 CONTENANT L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2014

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux employés qu'ils occupent.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail est applicable à partir du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2014 inclus et contient les accords valables durant cette période.

CHAPITRE III – CHOMAGE AVEC COMPLEMENT D'ENTREPRISE

Article 3

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein à partir de 58 ans, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendu obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongé depuis lors, la dernière fois par la convention collective de travail du 14 juin 2013 (numéro d'enregistrement 115945/CO/215, sera poursuivi au cours de la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, selon les conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans.

Article 4

Le régime de la prépension conventionnelle, instauré par la convention collective de travail du 27 juin 2008 instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté, prolongé par l'article 6 de la convention collective de travail du 12 mai 2009, par les conventions collectives de travail des 14 octobre 2009, 7 juillet 2010, 20 juin 2011, instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté et par la convention collective de travail du 14 juin 2013 concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté (numéro d'enregistrement 115946/CO/215) est poursuivi pendant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, selon les conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant un complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté.

Article 5

Par une convention collective de travail spécifique, un régime de chômage avec complément d'entreprise est instauré en faveur de certains employés âgés avec des prestations nocturnes en cas de licenciement.

CHAPITRE IV – FONDS SOCIAL DE GARANTIE

Article 6

L'article 3 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 8 janvier 2013 contenant la modification et la coordination des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection (numéro d'enregistrement 113012/CO/215), est modifié comme suit :

«Article 3

Le Fonds a pour but :

- 1° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
- 2° d'octroyer et de verser aux employé(e)s visés à l'article 6 une allocation sociale complémentaire;
- 3° d'effectuer le paiement de l'indemnité complémentaire et des frais de gestion et d'accompagnement aux organisations représentées au sein de la commission paritaire dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise prévu dans la convention collective de travail du 25 février 2014 relative au complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans, dans la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté et dans la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage de certains employés âgés avec des prestations nocturnes en cas de licenciement, ainsi que le paiement des cotisations patronales spéciales visées au chapitre VI, titre XI de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses, modifié pour la dernière fois par la loi-programme* du 29 mars 2012 qui sont dues sur l'indemnité complémentaire payée par le Fonds social de garantie précité, toutefois sans préjudice des dispositions en cette matière des conventions collectives de travail concernant le complément d'entreprise en cas de chômage, conformément à l'arrêté-royal du 29 mars 2010 ;
- 4° d'effectuer le paiement de la cotisation prévue à l'article 13, § 3 des présents statuts, visant à alimenter le "Fonds de sécurité d'existence pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection" institué par la convention collective de travail du 8 avril 1981, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, concernant l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et fixant ses statuts;
- 5° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue par la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, dernièrement prolongée par le chapitre VII de la convention collective de travail du 25 février 2014 contenant l'accord de paix sociale 2014 ;
- 6° de financer les initiatives à prendre par les organisations représentées au sein de la commission paritaire, en vue de la formation sociale et professionnelle et à l'élaboration des conventions collectives de travail conclues et encore à conclure au sein de la commission paritaire ;
- 7° d'assurer le paiement de la cotisation payée conformément à l'article 13, § 4 des présents statuts, en vue du financement de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection et en exécution de la convention collective de travail du 25 février 2014 concernant l'emploi et la formation;

* (T)

- 8° d'assurer le financement du codex contenant les conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection ;
- 9° de financer la recherche réalisée par les partenaires sociaux du secteur axée sur le développement socio-économique des entreprises de l'habillement et de la confection, aussi bien sur le plan national que mondial en vue de la politique sectorielle à mener.
- 10° le financement et la gestion d'une assurance hospitalisation sectorielle.»

Article 7

A l'article 13 des mêmes statuts, la date du 30 juin 2014 est remplacée par celle du 30 juin 2015.

Article 8

L'article 14 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

«Du 1^{er} janvier 2001 au 30 juin 2015, les cotisations patronales sont fixées à 0,83% des rémunérations brutes des employés».

CHAPITRE V – FORMATION ET EMPLOI

Article 9

La convention collective de travail du 21 décembre 2009 concernant la formation et l'emploi est poursuivie pendant la durée de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2014 et adaptée en permanence pour la mettre en concordance avec les objectifs, visés à l'article 24 de la loi du 17 mai 2007 contenant l'exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2007-2008 et à la section 1 du chapitre VIII du Titre XIII de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses (I).

Les mesures nécessaires pour réaliser une augmentation annuelle du taux de participation à la formation d'au moins 5 points de pourcentage seront examinées au sein de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC).

CHAPITRE VI – APPLICATION SECTORIELLE DE LA CCT N° 103

Article 10

Ce chapitre réfère à la convention collective de travail n° 103 du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière. Il contient le complément sectoriel de différentes dispositions de la convention collective de travail n° 103 précitée pour la durée de validité de la présente convention collective de travail.

Article 11

- § 1. Le droit complémentaire de 36 mois, visés à l'article 4, § 1 de la convention collective de travail n° 103 du Conseil National du Travail, peut, suite à la présente convention collective de travail pour employés, être exercé, à condition que l'employeur marque son accord.
- § 2. Les employés qui, en application de l'article 4, § 1 précité, exercent un droit au crédit-temps, une diminution de carrière à mi-temps ou d'1/5 avec motif, peuvent, à partir du 13^e mois, uniquement le faire par période minimum de 12 mois.

§ 3. A condition que l'employeur marque son accord, l'âge de 55 ans, visé à l'article 8 de la Convention Collective de Travail n° 103 précitée, peut être abaissé à 50 ans, conformément aux règles prévues à l'article 8, § 3 et 4 de la même Convention Collective de Travail n° 103 du Conseil National du Travail.

Article 12

Le seuil de 5%, visé à l'article 16 de la convention collective de travail n° 103 est porté à 8%.

Pour le calcul de ce seuil, les dispositions de l'article 16 de la convention collective de travail n° 103 sont appliquées, à savoir qu'au § 3 de cet article, l'âge de 55 ans et plus doit être lu comme : l'âge de 54 ans et plus.

Au niveau de l'entreprise, ce seuil peut être augmenté, moyennant accord de l'employeur et en tenant compte des possibilités au niveau de l'organisation du travail.

L'application des modalités du présent article peut être négociée dans les entreprises où il existe déjà un accord d'entreprise.

Article 13

Vu l'article 15 ^{de la} ~~des~~ conventions collectives de travail n° 103 du Conseil National du Travail, il a été convenu qu'au sein de la commission paritaire des efforts seraient fournis pendant la durée de la présente convention collective de travail afin d'éviter que le recours à la notion de «fonction clé » n'aboutisse systématiquement au refus du droit d'accès au crédit-temps pour les employés de 55 ans ou plus qui exercent une fonction clé.

CHAPITRE VII- ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE SECURITE D'EXISTENCE

Article 14

A l'article 2 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 14 juin 2013 (numéro d'enregistrement 115942/CO/215), les mots «du 14 juin 2013 concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans et la convention collective de travail du 14 juin 2013 instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté.» sont remplacés par les mots «du 25 février 2014 concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans, la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté et la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de chômage avec complément d'entreprise en faveur de certains employés âgés avec des prestations nocturnes en cas de licenciement».

Article 15

A l'article 3 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 14 juin 2013 contenant l'accord de paix sociale 2013 (numéro d'enregistrement 115942/CO/215), les quatrième, cinquième et sixième paragraphes sont adaptés comme suit :

- «§ 4. L'allocation complémentaire de sécurité d'existence maximale s'élève à 4.500 euros pour les employés âgés d'au moins 50 ans, mais de moins de 55 ans le premier jour de chômage indemnisé et qui n'entrent pas en considération pour le complément d'entreprise en cas de chômage, conformément à la convention collective de travail concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans conclue le 25 février 2014 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté ou la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de chômage avec complément d'entreprise en faveur de certains employés âgés avec des prestations nocturnes en cas de licenciement».

Pour avoir droit à cette allocation complémentaire de sécurité d'existence, ils doivent pouvoir justifier :

- soit d'une occupation ininterrompue de 2 ans au moins, précédant immédiatement le licenciement, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection ;
- soit d'une occupation de 5 ans au moins au cours des 10 dernières années précédant le licenciement dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

- § 5. L'allocation complémentaire de sécurité d'existence maximale s'élève à 5.500 euros pour les employés âgés d'au moins 55 ans le premier jour de chômage indemnisé et qui n'entrent pas en considération pour le complément d'entreprise en cas de chômage, conformément à la convention collective de travail concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans conclue le 25 février 2014 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté ou la convention collective de travail du 25 février 2014 instaurant un régime de chômage avec complément d'entreprise en faveur de certains employés âgés avec des prestations nocturnes en cas de licenciement».

Pour avoir droit à cette allocation complémentaire de sécurité d'existence, ils doivent pouvoir justifier :

- soit d'une occupation ininterrompue de 2 ans au moins, précédant immédiatement le licenciement, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection ;
- soit d'une occupation de 5 ans au moins au cours des 10 dernières années précédant le licenciement dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

- § 6. Le montant forfaitaire par paiement s'élève à 82,63 euros par mois durant les trois premiers mois de chômage indemnisé ininterrompu.

Il est octroyé un paiement forfaitaire de 247,89 euros par période supplémentaire prouvée de 3 mois de chômage indemnisé ininterrompu jusqu'à ce que le droit soit épuisé.

Il n'est pas octroyé de montants autres que les montants forfaitaires de 82,63 euros et de 247,89 euros ; c'est-à-dire qu'un employé licencié, qui peut justifier d'une période de chômage excédant la durée minimum mais non d'une période suffisamment longue pour un montant supérieur, n'aura pas droit à un montant supplémentaire.»

Article 16

A l'article 8 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 14 juin 2013 contenant l'accord de paix sociale 2013 (numéro d'enregistrement 115942/CO/215), la date d'expiration du 31 décembre 2013 est remplacée par la date du 31 décembre 2014.

CHAPITRE VIII – PRIME SYNDICALE

Article 17

L'article 2 de la convention collective de travail du 19 janvier 2012 ~~constatant~~ ^{fixant} le montant de la prime syndicale (numéro d'enregistrement 108629/CO/215) est remplacé par les dispositions suivantes :

«Conformément aux dispositions de l'article 7 des statuts du Fonds Social de Garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, modifiés pour la dernière fois par la convention collective de travail du 14 mai 2013, le montant de la prime syndicale, octroyée chaque année aux ayants droit, est fixé comme suit :

- dans les années 2011, 2012, 2013 et 2014 : 135 euros pour les employés qui satisfont aux conditions de l'article 6, § 1, § 2 et § 3 des statuts mentionnés ci-dessus ;
- dans les années 2011, 2012, 2013 et 2014 : 37,18 euros pour les employés restés au chômage complet et ininterrompu, comme stipulé à l'article 6, § 4 des statuts mentionnés ci-dessus».

CHAPITRE IX – FRAIS DE TRANSPORT

Article 18

A l'article 10 § 3. de la convention collective de travail du 20 juin 2011 fixant l'intervention dans les frais de transport des employés, un nouvel alinéa a été ajouté comme suit: «à partir du 1^{er} avril 2014, le montant de la rémunération brute annuelle, visé au § 1, est porté à 33.000 euros ». (n° 105193 | Co | 215)

CHAPITRE X – ASSURANCE HOSPITALISATION

Article 19

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, une convention collective de travail distincte relative à l'assurance hospitalisation sectorielle est conclue en faveur des employés. Elle correspond à l'assurance hospitalisation sectorielle pour les ouvriers au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection. Le Fonds Social de Garantie des Employés de l'industrie de l'habillement et de la confection sera le preneur d'assurance. Toutes les modalités ultérieures seront prises en concertation au sein du Conseil d'Administration du Fonds Social de Garantie et au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 20

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, une convention collective de travail distincte qui correspond à la convention collective de travail du 29 juin 2011 coordonnant les conventions collectives de travail concernant la sécurité de l'emploi, l'introduction de technologies nouvelles et l'emploi conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection (numéro d'enregistrement 104944/CO/109) sera conclue.

CHAPITRE XI- PAIX SOCIALE

Article 21

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les employés ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs et les employés s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

---oOo---

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 25 FEBRUARI 2014 HOUDENDE AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 2014

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en op de bedienden die zij tewerkstellen.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2014 tot en met 31 december 2014 en bevat de afspraken geldend gedurende deze periode.

HOOFDSTUK III – WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG

Artikel 3

Het stelsel van het voltijds conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verder gezet, laatst bij collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juni 2013 (registratienummer 115945/CO/215), wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar.

Artikel 4

Het stelsel van het conventioneel brugpensioen, ingevoerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2008 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden, verlengd door artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 2009, door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 14 oktober 2009 en van 7 juli 2010 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden, door de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 2011 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juni 2013 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden (registratienummer 115946/CO/215) wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden.

Artikel 5

Met een specifieke collectieve arbeidsovereenkomst wordt een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage ingevoerd ten gunste van sommige bejaarde bedienden met nachtprestaties indien zij worden ontslagen.

HOOFDSTUK IV - SOCIAAL WAARBORGFONDS

Artikel 6

Artikel 3 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 januari 2013 houdende wijziging en coördinatie van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf (registratienummer 113012/CO/215), wordt gewijzigd als volgt :

“Artikel 3

Het Fonds heeft tot doel :

- 1° het innen van de bijdragen nodig voor de werking van het Fonds;
- 2° aan de bij artikel 6 van deze statuten bedoelde bedienden een aanvullende sociale uitkering toe te kennen en te vereffenen;
- 3° het verrichten van de betaling van de aanvullende vergoeding en van de beheers- en begeleidingskosten aan de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage ~~bruggensioen~~ voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar, in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage ten gunste van sommige bejaarde bedienden met nachtprestaties indien zij worden ontslagen, evenals de bijzondere werkgeversbijdragen bedoeld in Hoofdstuk VI van Titel XI van de Wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen(I), laatst gewijzigd door de programmawet (I) van 29 maart 2012, die zijn verschuldigd op de aanvullende vergoeding betaald door het voornoemde Sociaal Waarborgfonds, evenwel onverminderd de bepalingen op dit stuk van de hier genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid, in overeenstemming met het Koninklijk Besluit van 29 maart 2010;
- 4° het uitkeren van de bijdrage, bedoeld bij artikel 13, § 3 van deze statuten, tot financiering van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf", opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf, tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden het Kleding- en Confectiebedrijf en vaststelling van zijn statuten;
- 5° de uitkering te verzekeren van de vergoeding voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst verlengd door hoofdstuk VII van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 houdende akkoord van sociale vrede 2014;
- 6° het financieren van de initiatieven te nemen door de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties, met het oog op de sociale- en beroepsopleiding en op de uitwerking van in het paritair comité gemaakte en te maken collectieve arbeidsovereenkomsten;

- 7° de uitkering van de bijdrage betaald overeenkomstig artikel 13, §4 van deze statuten, ter financiering van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie en ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 betreffende vorming en tewerkstelling.
- 8° het financieren van de codex houdende de collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf.
- 9° het financieren van onderzoek uitgevoerd door de sociale partners uit de sector gericht op de sociaal-economische ontwikkelingen van de kleding- en confectiebedrijven, zowel op het nationale als op het mondiale vlak met het oog op het te voeren sectorbeleid."
- 10° het financieren en het beheren van een sectorale hospitalisatieverzekering.

Artikel 7

In artikel 13 van dezelfde statuten wordt de datum van 30 juni 2014 vervangen door de datum van 30 juni 2015.

Artikel 8

Artikel 14 van dezelfde statuten wordt vervangen door volgende bepaling :

"Van 1 januari 2001 tot 30 juni 2015 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 0,83% van de bruto wedden der bedienden".

HOOFDSTUK V – VORMING EN TEWERKSTELLING

Artikel 9

De collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 2009 betreffende vorming en tewerkstelling wordt voortgezet gedurende de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2014 en voortdurend aangepast om deze in overeenstemming te brengen met de doelstellingen, bedoeld in artikel 24 van de wet van 17 mei 2007 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2007-2008 en in afdeling 1 van Hoofdstuk VIII van Titel XIII van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I).

In de schoot van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) zullen de maatregelen worden overlegd die nodig zijn om een jaarlijkse toename van de participatiegraad aan vorming en opleiding met minstens vijf procentpunten te realiseren.

HOOFDSTUK VI - SECTORALE TOEPASSING VAN CAO nr. 103.

Artikel 10

Dit hoofdstuk verwijst naar de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen. Het bevat de sectorale invulling van verschillende bepalingen van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 voor de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 11

- § 1. Het bijkomend recht van 36 maanden, bedoeld in artikel 4, § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad, kan ingevolge deze collectieve arbeidsovereenkomst door de bedienden worden uitgeoefend, op voorwaarde dat de werkgever hiermee akkoord gaat.
- § 2. De bedienden die in toepassing van voornoemd artikel 4 § 1. een recht op tijdskrediet, halftijdse of 1/5^{de} loopbaanvermindering met motief uitoefenen kunnen dit vanaf de dertiende maand uitoefening van het recht slechts doen per minimumperiode van 12 maanden.
- § 3. Op voorwaarde dat de werkgever hiermee akkoord gaat kan de leeftijd van 55 jaar, bedoeld in artikel 8 van de voornoemde Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103, verlaagd worden tot 50 jaar, overeenkomstig de regels voorzien in artikel 8, § 3. en 4. van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad.

Artikel 12

De drempel van 5 %, bedoeld in Artikel 16 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103 blijft op 8 %.

Voor de berekening van deze grens worden de bepalingen van artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 toegepast, met dien verstande dat in § 3. van dit artikel de leeftijd van 55 jaar en ouder dient te worden gelezen als : de leeftijd van 54 jaar en ouder.

Op ondernemingsvlak kan deze drempel worden verhoogd mits akkoord van de werkgever en rekening houdend met de mogelijkheden op het vlak van de arbeidsorganisatie.

De toepassing van de modaliteiten van onderhavig artikel kan, in ondernemingen waar reeds een bedrijfsakkoord bestaat, onderhandeld worden.

Artikel 13

Gelet op artikel 15 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad wordt overeen gekomen dat op het niveau van het paritair comité tijdens de duur van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst inspanningen zullen worden gedaan teneinde te vermijden dat het invoeren van het begrip "sleutelfunctie" systematisch zou leiden tot het ontzeggen van het recht van toegang tot het tijdskrediet voor bedienden van 55 jaar of ouder die een sleutelfunctie uitoefenen.

HOOFDSTUK VII - BIJKOMENDE UITKERING BESTAANSZEKERHEID

Artikel 14

In artikel 2 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 14 juni 2013 (registratienummer 115942/CO/215), worden de woorden: " van 14 juni 2013 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar en de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juni 2013 tot invoering van een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsloopbaan" vervangen door de woorden: "van 25 februari 2014 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar, de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsloopbaan en de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage ten gunste van sommige bejaarde bedienden met nachtprestaties indien zij worden ontslagen".

Artikel 15

In artikel 3 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 14 juni 2013 houdende akkoord van sociale vrede 2013 (registratienummer 115942/CO/215), wordt de vierde, de vijfde en de zesde paragraaf aangepast als volgt :

"§ 4. De maximale bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid bedraagt 4.500 euro voor bedienden die minstens 50 jaar en nog geen 55 jaar oud zijn op de eerste vergoede werkloosheidsdag en die niet in aanmerking komen voor het bedrijfstoelage bij werkloosheid overeenkomstig de in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf gesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar, de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden of de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage ten gunste van sommige bejaarde bedienden met nachtprestaties indien zij worden ontslagen".

Om recht te hebben op deze bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid dienen zij het bewijs te kunnen voorleggen van :

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 2 jaar onmiddellijk voor het ontslag in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf;
- hetzij een tewerkstelling van minstens 5 jaar tijdens de laatste 10 jaar voorafgaand aan het ontslag in ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf.

§ 5. De maximale bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid bedraagt 5.500 euro voor bedienden die minstens 55 jaar oud zijn op de eerste vergoede werkloosheidsdag en die niet in aanmerking komen voor bedrijfstoelage bij werkloosheid overeenkomstig de in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf gesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar, de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden of de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 tot invoering van een regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage ten gunste van sommige bejaarde bedienden met nachtprestaties indien zij worden ontslagen”.

Om recht te hebben op deze bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid dienen zij het bewijs te kunnen voorleggen van :

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 2 jaar onmiddellijk voor het ontslag in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf;
- hetzij een tewerkstelling van minstens 5 jaar tijdens de laatste 10 jaar voorafgaand aan het ontslag in ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf.

§ 6. Het forfaitaire bedrag per uitbetaling bedraagt 82,63 euro per maand gedurende de eerste 3 maanden van ononderbroken uitkeringsgerechtigde werkloosheid.

Per bewezen bijkomende periode van 3 maanden ononderbroken uitkeringsgerechtigde werkloosheid wordt een forfaitaire uitbetaling van 247,89 euro toegekend tot het recht uitgeput is.

Er worden geen andere dan de forfaitaire bedragen van 82,63 euro en van 247,89 euro toegekend; dit wil zeggen dat een ontslagen bediende die een langere werkloosheidsperiode dan de vereiste minimumduur kan bewijzen doch een niet voldoende lange periode voor een hoger bedrag, geen recht zal hebben op een bijkomend bedrag.”

Artikel 16

In artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst verlengd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 14 juni 2013 houdende akkoord van sociale vrede 2013 (registratienummer 115942/CO/215), wordt de einddatum van 31 december 2013 vervangen door de datum van 31 december 2014.

HOOFDSTUK VIII – SYNDICALE PREMIE

Artikel 17

Artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 januari 2012 tot vaststelling van het bedrag van de syndicale premie (registratienummer 108629/CO/215) wordt vervangen door de volgende bepalingen :

“Overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 14 mei 2013, wordt het bedrag van de syndicale premie, welke elk jaar aan de rechthebbenden wordt toegekend, vastgesteld als volgt :

- in de jaren 2011, 2012, 2013 en 2014 : 135,00 euro voor bedienden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6, § 1, § 2 en § 3 van de hoger vermelde statuten;

- in de jaren 2011, 2012, 2013 en 2014 : 37,18 euro voor de volledig en ononderbroken werkloos gebleven bedienden zoals bepaald bij artikel 6, § 4 van de hoger vermelde statuten."

HOOFDSTUK IX – VERVOERSKOSTEN

Artikel 18

In artikel 10 § 3. van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 2011 tot vaststelling van de tussenkomst in de vervoerskosten van de bedienden wordt een nieuwe alinea toegevoegd als volgt : "Met ingang van 1 april 2014 wordt het bedrag van de jaarlijkse brutobezoldiging, bedoeld in § 1, op 33.000 euro gebracht." (15: 105193 (6/215))

HOOFDSTUK X - HOSPITALISATIEVERZEKERING

Artikel 19

Tijdens de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt voor de bedienden een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten betreffende een sectorale hospitalisatieverzekering die overeen stemt met de sectorale hospitalisatieverzekering voor de arbeiders van het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf. Het Sociaal Waarborgfonds voor de Bedienden van het Kleding- en confectiebedrijf zal verzekeringsnemer zijn.

Alle verdere modaliteiten hiertoe zullen worden overlegd binnen de Raad van Bestuur van het Sociaal Waarborgfonds en in het Paritair Comité voor de Bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf.

Artikel 20

Tijdens de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten die overeen stemt met de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 2011 tot coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de werkzekerheid, de invoering van nieuwe technologieën en de tewerkstelling, gesloten in het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf (registratienummer 104944/CO/109).

HOOFDSTUK XI - SOCIALE VREDE

Artikel 21

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt :

- 1) alle bepalingen betreffende de wedden en arbeidsvoorwaarden worden stipt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de bedienden of de werkgevers;
- 2) de werknemersorganisaties en de bedienden verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk vlak, noch op dat van de onderneming aangezien alle individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.